

RCS : LA ROCHE SUR YON

Code greffe : 8501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHE SUR YON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 00335

Numéro SIREN : 431 454 263

Nom ou dénomination : VD COM

Ce dépôt a été enregistré le 25/01/2021 sous le numéro de dépôt 799

VD COM
Société par Actions Simplifiée au capital de 194 700 Euros
Siège social : LE POIRE SUR VIE (Vendée)
La Ribotière
431 454 263 RCS LA ROCHE SUR YON

ASSEMBLEE GENERALE DU 7 JUILLET 2020

AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

PROPOSITION D'AFFECTATION

Constatant que la réserve légale est intégralement servie, je vous propose d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, s'élevant à 101 587,46 Euros à la distribution de dividendes aux associés.

En outre, je vous propose de compléter ladite somme par un prélèvement sur la réserve facultative de 98 953,54 Euros.

Le montant global de la distribution de dividendes aux associés s'élèverait ainsi à 200 541 Euros.

RESOLUTION VOTEE

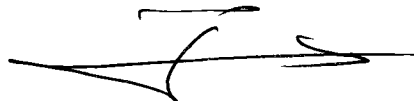
Constatant que la réserve légale est intégralement servie, l'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, s'élevant à 101 587,46 Euros à la distribution de dividendes aux associés.

En outre, elle décide de compléter ladite somme par un prélèvement sur la réserve facultative de 98 953,54 Euros.

Le montant global de la distribution de dividendes aux associés s'élève ainsi à 200 541 Euros.

CERTIFIE EXACT

Le Président



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Le Président

Désignation de l'entreprise		SAS VD COM		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois*		12	
Adresse de l'entreprise		La Ribotière 85170 LE POIRE SUR VIE		Durée de l'exercice précédent*		7	
Numéro SIRET*		4 3 1 4 5 4 2 6 3 0 0 0 1 0		Néant		*	
				Exercice N clos le,		31/12/2019	
		Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3	
Capital souscrit non appelé		(I) AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	46 790	AG	46 446	344
		Fonds commercial (1)	AH	1 269 740	AI	450 000	819 740
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	950	AO	950	
		Constructions	AP		AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	16 330	AS	16 036	294
		Autres immobilisations corporelles	AT	1 576 973	AU	1 476 121	100 851
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD	1 726	BE		1 726
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	54 917	BI		54 917
	TOTAL (II)		BJ	2 967 430	BK	1 989 555	977 874
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT	604 085	BU		604 085
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	1 079 042	BY	3 939	1 075 103
		Autres créances (3)	BZ	573 086	CA		573 086
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	216 444	CE	73 461	142 983
Comptes de régularisation	Disponibilités	CF	859 335	CG		859 335	
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	68 974	CI		68 974	
	TOTAL (III)	CJ	3 400 968	CK	77 400	3 323 568	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN					
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	6 368 399	1A	2 066 955	4 301 443	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		60 000	(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	(3) Part à plus d'un an		CR	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS VD COM		Néant ☐ *	
				Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :)			DA	194 700
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB	596 127
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)			DC	
	Réserve légale (3)			DD	22 900
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours BI)			DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)			DG	521 837
	Report à nouveau			DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	101 587
	Subventions d'investissement			DJ	
	Provisions réglementées *			DK	
	TOTAL (I)			DL	1 437 152
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM
Avances conditionnées			DN		
TOTAL (II)			DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP	
	Provisions pour charges			DQ	
	TOTAL (III)			DR	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS	
	Autres emprunts obligataires			DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	466 342
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)			DV	121 276
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	1 492 220
	Dettes fiscales et sociales			DY	763 428
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	
	Autres dettes			EA	2 795
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB	18 228
TOTAL (IV)			EC	2 864 291	
Ecart de conversion passif* (V)			ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	4 301 443	
RENVIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		IB	
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC	
			Ecart de réévaluation libre	ID	
			Réserve de réévaluation (1976)	IE	
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	2 538 472
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS VD COM						Néant ☐ *	
		Exercice N					
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	2 586 606	FB		FC	2 586 606
	Production vendue { biens * services *	FD		FE		FF	
		FG	4 309 648	FH		FI	4 309 648
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	6 896 255	FK		FL	6 896 255
	Production stockée*					FM	
	Production immobilisée*					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	1 500
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	29 899
	Autres produits (1) (11)					FQ	21 423
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	2 164 314
	Variation de stock (marchandises)*					FT	847
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	1 053 486
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	132 173
	Salaires et traitements*					FY	2 295 512
	Charges sociales (10)					FZ	831 170
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations {	- dotations aux amortissements*			GA	86 887
			- dotations aux provisions*			GB	210 000
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	
	Autres charges (12)					GE	3 558
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	169 087
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	6 391
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	5 448
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
Total des produits financiers (V)						GP	11 839
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	5 749
	Différences négatives de change					GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
Total des charges financières (VI)						GU	5 749
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	6 089
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	175 177

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise		SAS VD COM		Néant ☐ *		
				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	1 400	
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	1 400	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	9 899	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	147	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	10 046	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(8 646)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)			HJ	23 785		
Impôts sur les bénéfices * (X)			HK	41 158		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	6 962 317	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	6 860 729	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	101 587	
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP	
			- Crédit-bail immobilier		HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK	818
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)			HX	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD		
	(9)	Dont transferts de charges			A1	28 157
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2	
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6	obligatoires	A9
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :				Exercice N	
				Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
Pénalités, amendes fiscales et pénales				1 149		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion				8 750		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés				147		
Produits des cessions d'éléments d'actif					1 400	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N	
				Charges antérieures	Produits antérieurs	

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS VD COM

Néant ☐ *

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
						Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste				
						1		2				
						D8		D9				
						KE		KF				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				CZ						
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II				KD	1 316 222		529			
CORPORELLES	Terrains					KG	950	KH	KI			
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ		KK	KL			
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM		KN	KO			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions *	Dont Composants	M2		KP		KQ	KR			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					KS	16 330	KT	KU			
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *				KV	1 033 338	KW	KX			
		Matériel de transport*				KY	478 504	KZ	LA			
		Matériel de bureau et mobilier informatique				LB	71 403	LC	LD			
		Emballages récupérables et divers *				LE		LF	LG			
	Immobilisations corporelles en cours					LH		LI	LJ			
	Avances et acomptes					LK		LL	LM			
	TOTAL III					LN	1 600 528	LO	LP			
									23 821			
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M	8T		
Autres participations					8U		8V	8W				
Autres titres immobilisés					IP	1 726	IR	IS				
Prêts et autres immobilisations financières					IT	69 824	IU	IV				
TOTAL IV					LQ	71 551	LR	LS				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					ØG	2 988 302	ØH	ØJ	25 053			
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
						par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
						1		2		3		
						CØ		DØ		D7		
						LV		LW		IX		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				IN						
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II				IO	221		1 316 531			
CORPORELLES	Terrains					IP		LX	LY	950	LZ	
	Constructions	Sur sol propre				IQ		MA	MB		MC	
		Sur sol d'autrui				IR		MD	ME		MF	
		Inst. gales, agencs et am. des constructions				IS		MG	MH		MI	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					IT		MJ	MK	16 330	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencs, aménagements divers				IU		MM	MN	1 033 338	MO	
		Matériel de transport				IV	30 095	MP	MQ	468 692	MR	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier				IW		MS	MT	74 942	MU	
		Emballages récupérables et divers *				IX		MV	MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours					MY		MZ	NA		NB	
	Avances et acomptes					NC		ND	NE		NF	
	TOTAL III					IY	30 095	NG	NH	1 594 255	NI	
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		ØU	M7		ØW
		Autres participations					IO		ØX	ØY		ØZ
Autres titres immobilisés					II		2B	2C	1 726	2D		
Prêts et autres immobilisations financières					I2	15 609	2E	2F	54 917	2G		
TOTAL IV					I3	15 609	NJ	NK	56 644	2H		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					I4	45 925	ØK	ØL	2 967 430	ØM		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS VD COM</u>										Néant ☐ *	
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *									
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement TOTAL I			CY		EL		EM		EN		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II			PE	43 946	PF	2 573	PG	73	PH	46 446	
Terrains			PI	950	PJ		PK		PL	950	
Constructions	Sur sol propre		PM		PN		PO		PQ		
	Sur sol d'autrui		PR		PS		PT		PU		
	Inst. générales, agencements, aménagement des constructions		PV		PW		PX		PY		
Installations techniques, matériel et outillage industriels			PZ	15 800	QA	235	QB		QC	16 036	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagement divers		QD	917 126	QE	53 046	QF		QG	970 172	
	Matériel de transport		QH	434 778	QI	29 284	QJ	30 095	QK	433 967	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		QL	70 233	QM	1 748	QN		QO	71 981	
	Emballages récupérables et divers		QP		QR		QS		QT		
TOTAL III			QU	1 438 889	QV	84 314	QW	30 095	QX	1 493 109	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)			ØN	1 482 836	ØP	86 887	ØQ	30 168	ØR	1 539 555	
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilisations amortissables		DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice			
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais établissements TOTAL I		M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6			
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1			
Terrains		Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8			
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5	R6			
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3	S4			
	Inst. gales, agenc. et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2			
Inst. techniques mat. et outillage		T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9			
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6	U7			
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4	V5			
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2	W3			
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1			
TOTAL III		X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8			
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV		NL			NM			NO			
Total général (I+II+III+IV)		NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV			
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)		NW	Total général non ventilé (NS+NT+NU)			NY	Total général non ventilé (NW-NY)			NZ	
CADRE C											
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*			Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							Z9		Z8		
Primes de remboursement des obligations							SP		SR		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS VD COM

Néant ☐ *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
Provisions pour risques et charges	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z		TV		TW		TX	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles – corporelles – titres mis en équivalence – titres de participation – autres immobilisations financières (1)*	6A	240 000	6B	210 000	6C		6D	450 000
		6E		6F		6G		6H	
		02		03		04		05	
		9U		9V		9W		9X	
		06		07		08		09	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	3 642	6U	2 039	6V	1 742	6W	3 939
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	78 909	6Y		6Z	5 448	7A	73 461
	TOTAL III	7B	322 551	TY	212 039	TZ	7 190	UA	527 400
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	322 551	UB	212 039	UC	7 190	UD	527 400
Dont dotations et reprises – d'exploitation – financières – exceptionnelles		UE	212 039	UF	1 742				
		UG		UH	5 448				
		UJ		UK					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5° du C.G.I.									10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	
--	--

Cegid Group

Désignation de l'entreprise : SAS VD COM										Néant ☐ *		
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			UL		UM		UN				
	Prêts (1) (2)			UP		UR		US				
	Autres immobilisations financières			UT	54 917	UV		UW	54 917			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			VA	4 724		4 724					
	Autres créances clients			UX	1 074 317		1 074 317					
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêtés ou remis en garantie * (antérieurement constituée) UO)			ZI								
	Personnel et comptes rattachés			UY	399		399					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			UZ								
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		VM								
		Taxe sur la valeur ajoutée		VB	15 189		15 189					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		VN								
		Divers		VP								
	Groupe et associés (2)			VC								
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			VR	557 498		557 498					
	Charges constatées d'avance			VS	68 974		68 974					
	TOTAUX				VT	1 776 020	VU	1 721 103	VV	54 917		
RENOIS	(1)	Montant des		VD								
		- Prêts accordés en cours d'exercice										
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VE								
		VF										
CADRE B		ÉTAT DES DETTES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)			7Y									
Autres emprunts obligataires (1)			7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG									
	à plus d'1 an à l'origine		VH	466 342		140 523		325 818				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			8A	121 276		121 276						
Fournisseurs et comptes rattachés			8B	1 492 220		1 492 220						
Personnel et comptes rattachés			8C	282 824		282 824						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			8D	219 458		219 458						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E	33 736		33 736						
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	222 128		222 128						
	Obligations cautionnées		VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	5 280		5 280						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8J									
Groupe et associés (2)			VI									
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)			8K	2 795		2 795						
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie *			ZZ									
Produits constatés d'avance			8L	18 228		18 228						
TOTAUX				VY	2 864 291	VZ	2 538 472		325 818			
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques		VL			
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK	250 352	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032						

/// Faits caractéristiques

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

L'exercice a une durée de 12 mois contre une durée de 7 mois pour l'exercice clos le 31/12/2018.

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SAS VD COM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 4 301 443 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 101 587 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

/// Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans
- * Terrains et aménagements : 10 ans
- * Installations techniques : 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 8 ans
- * Matériel de bureau : 3 et 4 ans
- * Matériel informatique : 3 et 4 ans
- * Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

/// Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,77 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2010-2012

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Fonds commercial	1 269 740			1 269 740
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 482	529	221	46 791
Immobilisations incorporelles	1 316 223	529	221	1 316 531
- Terrains	951			951
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	16 331			16 331
- Instal.générales, agencements aménagements divers	1 033 339			1 033 339
- Matériel de transport	478 504	20 283	30 095	468 692
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	71 403	3 539		74 942
Immobilisations corporelles	1 600 528	23 822	30 095	1 594 255
- Autres titres immobilisés	1 727			1 727
- Prêts et autres immobilisations financières	69 825	702	15 609	54 917
Immobilisations financières	71 551	702	15 609	56 644
ACTIF IMMOBILISE	2 988 302	25 053	45 925	2 967 430

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2019
Éléments achetés	1 209 740
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	1 209 740

Dépréciation du fonds commercial : 450 000 €

	Valeur au 31/12/2018	Augmentation	Diminutions	Valeur au 31/12/2018
- Fonds commerciaux achetés (VO brute)	1 209 740			1 209 740
- Droit au bail (VO brute)	60 000			60 000
- Dépréciation	240 000	210 000		450 000
- Valeur nette	1 029 740	210 000		819 740

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 947	2 573	74	46 447
Immobilisations incorporelles	43 947	2 573	74	46 447
- Terrains	951			951
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	15 801	236		16 037
- Instal.générales, agencements aménagements divers	917 126	53 046		970 173
- Matériel de transport	434 778	29 284	30 095	433 967
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	70 234	1 748		71 982
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 438 890	84 314	30 095	1 493 109
ACTIF IMMOBILISE	1 482 837	86 888	30 169	1 539 556

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 776 021 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	54 917		54 917
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 079 042	1 079 042	
Autres	573 087	573 087	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	68 974	68 974	
Total	1 776 021	1 721 103	54 917
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients fact. à établir	678 803
Fourn.rrr & av.a recevoir	502 892
Total	1 181 696

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 194 700,00 € décomposé en 19 470 titres d'une valeur nominale de 10,00 €.

	Titres au début d'exercice	Titres créés d'exercice	Titres remboursés	Titres en fin d'exercice
Actions ordinaires	19 470			19 470
TOTAL	19 470			19 470

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 864 291 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	466 342	140 524	325 818	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	121 277	121 277		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 492 220	1 492 220		
Dettes fiscales et sociales	763 428	763 428		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 795	2 795		
Produits constatés d'avance	18 228	18 228		
Total	2 864 291	2 538 473	325 818	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	250 353			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn.fact.a recevoir	53 824
Int. courus/dettes ratt.participat.	818
Personnel charges a payer	282 824
Org.sociaux ch. a payer	111 288
Clients rrr & av.a accor.	32
Total	448 786

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées avance	68 974		
Total	68 974		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés avance	18 228		
Total	18 228		

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	175 177	43 579	131 598
+ Résultat exceptionnel	-8 647	-2 421	-6 226
- Participations des salariés	23 785		23 785
Résultat comptable	142 745	41 158	101 587
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 2 831 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	10 111
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	10 111
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	2 831
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Autres informations**Engagements financiers****Engagements donnés**

	Montant en €
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Sûretés réelles consenties (hypothèques, nantissements, gage)</i>	397 969
<i>Intérêts des emprunts</i>	6 853
Autres engagements donnés	404 822
Total	404 822
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en €
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Intérêts des emprunts	6 853
Autres engagements reçus	6 853
Total	6 853
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :
145 840 €



KPMG S.A.
Nantes Atlantique Vendée
14 rue Montesquieu
ZAC du Moulin Rouge
CS 10629
85016 La Roche-sur-Yon Cedex
France

Téléphone : +33 (0)2 51 09 83 00
Télécopie : +33 (0)2 51 62 72 37
Site internet : www.kpmg.fr

VD COM SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

VD COM SAS

7 rue du Trebuchet - La Ribotière - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Ce rapport contient 24 pages

Référence : CPC - DL



KPMG S.A.
Nantes Atlantique Vendée
14 rue Montesquieu
ZAC du Moulin Rouge
CS 10629
85016 La Roche-sur-Yon Cedex
France

Téléphone : +33 (0)2 51 09 83 00
Télécopie : +33 (0)2 51 62 72 37
Site internet : www.kpmg.fr

VD COM SAS

Siège social : 7 rue du Trebuchet - La Ribotière - 85170 Le Poiré-sur-Vie
Capital social : € 194 700

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société VD COM SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VD COM SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par votre président le 10 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant la durée de l'exercice précédent de 7 mois.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 25 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

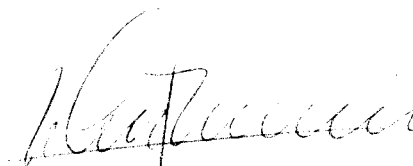
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

- cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Roche-sur-Yon, le 2 juillet 2020

KPMG S.A.



Christophe Coutansais
Associé

Bilan actif

Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	46 791	46 447	344	2 536
Fonds commercial (1)	1 269 740	450 000	819 740	1 029 740
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	951	951		
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 331	16 037	294	530
Autres immobilisations corporelles	1 576 973	1 476 122	100 852	161 108
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	1 727		1 727	1 727
Prêts				
Autres immobilisations financières	54 917		54 917	69 825
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	604 085		604 085	604 932
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 079 042	3 939	1 075 103	819 218
Autres créances	573 087		573 087	815 855
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	216 445	73 461	142 984	137 536
Disponibilités	859 335		859 335	811 078
Charges constatées d'avance (3)	68 974		68 974	20 858
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	6 368 399	2 066 956	4 301 443	4 474 943
(1) Dont droit au bail			60 000	60 000
(2) Dont à moins d'un an (brut)				11 370
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

Capital	194 700	194 700
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	596 127	596 127
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	22 900	22 900
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	521 837	637 453
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	101 587	84 926
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	466 342	716 695
Emprunts et dettes financières diverses (3)	121 277	120 459
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		3 165
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 492 220	1 295 478
Dettes fiscales et sociales	763 428	787 322
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 795	8 268
Produits constatés d'avance (1)	18 228	7 451
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	4 301 443	4 474 943
(1) Dont à plus d'un an (a)	325 818	466 342
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 538 473	2 469 330
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	2019	2018	2017	2016
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	2 586 606	1 806 961	779 646	43,15
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 309 649	2 458 988	1 850 661	75,26
Chiffre d'affaires net	6 896 255	4 265 949	2 630 306	61,66
<i>Dont à l'exportation et livraisons intracomm.</i>		39 443	-39 443	-100,00
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	1 500	1 000	500	50,07
Reprises sur provisions (& amort.), tsf charges	29 899	7 121	22 778	319,85
Autres produits	21 424	25 318	-3 894	-15,38
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	2 164 315	1 350 740	813 574	60,23
Variations de stock	847	102 811	-101 964	-99,18
Achats matières premières et autres approvts				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)	1 053 487	614 613	438 874	71,41
Impôts, taxes et versements assimilés	132 174	91 946	40 227	43,75
Salaires et traitements	2 295 512	1 352 295	943 217	69,75
Charges sociales	831 170	498 846	332 325	66,62
Dotations aux amortissements et dépréciations:				
- Sur immobilisations : dotations aux amortiss.	86 888	85 360	1 528	1,79
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciat.	210 000	120 000	90 000	75,00
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciat.	2 039	1 198	841	70,20
- Pour risques et charges : dotations aux provis.				
Autres charges	3 559	1 796	1 763	98,14
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	169 088	79 782	89 306	111,94
Quotes-parts de résultat sur opérations				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances actif im				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	6 391	5 617	774	13,77
Reprises sur provisions et dépréciat.et tsf charg	5 448		5 448	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mob.de pl				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciat.		408	-408	-100,00
Intérêts et charges assimilées (4)	5 750	4 285	1 465	34,18
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières				
RESULTAT FINANCIER (V-IV)	6 089	924	5 165	558,78
RESULTAT COURANT avant impôt	175 177	80 706	94 471	117,06

Compte de résultat (suite)

Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	1 400		1 400	
Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	9 899	149	9 750	NS
Sur opérations en capital	147		147	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis.				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-8 647	-149	-8 497	NS
Participation des salariés aux résultats (IX)	23 785		23 785	
Impôts sur les bénéfices (X)	41 158	-4 369	45 527	NS
BENEFICE OU PERTE	101 587	84 926	16 662	19,62
(a) Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs				
(3) Dont produits concernant les entités liées				
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	818	196	622	317,35

Annexe 

/// Faits caractéristiques

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

L'exercice a une durée de 12 mois contre une durée de 7 mois pour l'exercice clos le 31/12/2018.

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SAS VD COM

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 4 301 443 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 101 587 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans
- * Terrains et aménagements : 10 ans
- * Installations techniques : 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 8 ans
- * Matériel de bureau : 3 et 4 ans
- * Matériel informatique : 3 et 4 ans
- * Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

■ Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,77 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2010-2012

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
- Fonds commercial	1 269 740			1 269 740
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 482	529	221	46 791
Immobilisations incorporelles	1 316 223	529	221	1 316 531
- Terrains	951			951
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	16 331			16 331
- Instal.générales, agencements aménagements divers	1 033 339			1 033 339
- Matériel de transport	478 504	20 283	30 095	468 692
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	71 403	3 539		74 942
Immobilisations corporelles	1 600 528	23 822	30 095	1 594 255
- Autres titres immobilisés	1 727			1 727
- Prêts et autres immobilisations financières	69 825	702	15 609	54 917
Immobilisations financières	71 551	702	15 609	56 644
ACTIF IMMOBILISE	2 988 302	25 053	45 925	2 967 430

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Éléments achetés	1 209 740
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	1 209 740

Dépréciation du fonds commercial : 450 000 €

- Fonds commerciaux achetés (VO brute)	1 209 740			1 209 740
- Droit au bail (VO brute)	60 000			60 000
- Dépréciation	240 000	210 000		450 000
- Valeur nette	1 029 740	210 000		819 740

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 947	2 573	74	46 447
Immobilisations incorporelles	43 947	2 573	74	46 447
- Terrains	951			951
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	15 801	236		16 037
- Instal.générales, agencements aménagements divers	917 126	53 046		970 173
- Matériel de transport	434 778	29 284	30 095	433 967
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	70 234	1 748		71 982
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 438 890	84 314	30 095	1 493 109
ACTIF IMMOBILISE	1 482 837	86 888	30 169	1 539 556

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 776 021 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	54 917		54 917
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 079 042	1 079 042	
Autres	573 087	573 087	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	68 974	68 974	
Total	1 776 021	1 721 103	54 917
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

Clients fact. a établir	678 803
Fourn.rrr & av.a recevoir	502 892
Total	1 181 696

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 194 700,00 € décomposé en 19 470 titres d'une valeur nominale de 10,00 €.

	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Actions ordinaires	19 470		19 470
TOTAL	19 470		19 470

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 864 291 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles (*)			
Autres emprunts obligataires (*)			
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine			
- à plus de 1 an à l'origine	466 342	140 524	325 818
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	121 277	121 277	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 492 220	1 492 220	
Dettes fiscales et sociales	763 428	763 428	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (**)	2 795	2 795	
Produits constatés d'avance	18 228	18 228	
Total	2 864 291	2 538 473	325 818
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	250 353		
(**) Dont envers les associés			

Notes sur le bilan

Charges à payer

Fourn.fact.a recevoir	53 824
Int. courus/dettes ratt.participat.	818
Personnel charges a payer	282 824
Org.sociaux ch. a payer	111 288
Clients rrr & av.a accor.	32
Total	448 786

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Charges constatées avance	68 974		
Total	68 974		

Produits constatés d'avance

Produits constatés avance	18 228		
Total	18 228		

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Montant correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	175 177	43 579	131 598
+ Résultat exceptionnel	-8 647	-2 421	-6 226
- Participations des salariés	23 785		23 785
Résultat comptable	142 745	41 158	101 587
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 2 831 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	10 111
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	10 111
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	2 831
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en €
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Sûretés réelles consenties (hypothèques, nantissements, gage)</i>	397 969
<i>Intérêts des emprunts</i>	6 853
Autres engagements donnés	404 822
Total	404 822
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Intérêts des emprunts	6 853
Autres engagements reçus	6 853
Total	6 853
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :
145 840 €